

REPUBLIQUE FRANCAISE

Commune de CESSY

Dossier n° PC00107121B0009M02

Date de dépôt : 04/11/2024

Date d'affichage : 05/11/2024

Demandeur : AQUARELLE IMMOBILIER SARL
représentée par M. Thierry BLINET

Pour :

- Ajout des coffrets électriques de chaque bloc de bâtiments
- Modification circulation verticale du sous-sol au niveau 00
- Modifications de EP des bâtiments
- Modifications des Menuiseries extérieures des façades sud
- Ajout des éclairages extérieures sur les façades
- Ajout des ventouses d'extraction en façades

Adresse terrain : 64 Chemin Dessous Les Murs
01170 CESSY

Parcelle : AP-0085, AD-0200, AP-0084

ARRÊTÉ**Accordant un permis de construire modificatif
au nom de la commune de CESSY****Le maire de CESSY,**

Vu la demande de permis de construire modificatif présentée le 04/11/2024 par la SARL AQUARELLE IMMOBILIER enregistrée sous N° SIRET 47936424200046 représentée par M. Thierry BLINET et ayant son siège Route de Meyrin ESPACE CANDIDE 01210 FERNEY VOLTAIRE, enregistrée sous le numéro **PC00107121B0009M02** et affichée en mairie à partir du 05/11/2024 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour :
 - Ajout des coffrets électriques de chaque bloc de bâtiments
 - Modification circulation verticale du sous-sol au niveau 00
 - Modifications de EP des bâtiments
 - Modifications des Menuiseries extérieures des façades sud
 - Ajout des éclairages extérieures sur les façades
 - Ajout des ventouses d'extraction en façades ;
 - sur un terrain situé 64 Chemin dessous les murs 01170 CESSY;
 - pour une surface de plancher créée de 0 m² ;
 - pour les parcelles : AP-0085, AD-0200, AP-0084 ;

Vu le code de l'urbanisme ;**Vu** le Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Plan Local de l'Habitat approuvé le 27/02/2020 et exécutoire le 18/07/2020 ;

- Vu** la modification n°3 approuvée le 8 juillet 2021 et rendue exécutoire le 27 août 2021,
- Vu** la déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUiH approuvée le 9 septembre 2021 et rendue exécutoire le 26 novembre 2021,
- Vu** la modification n° 1 du PLUiH approuvée par délibération du Conseil communautaire du 15 décembre 2021 est exécutoire le 17 février 2022 ;
- Vu** la modification simplifiée n°1 du PLUiH approuvée le 27 janvier 2022 et rendue exécutoire le 7 mars 2022 ;
- Vu** la modification simplifiée n°2 du PLUiH approuvée le 26 avril 2023 et rendue exécutoire le 23 juin 2023 ;
- Vu** les révisions allégées n°2 et n°4 du PLUiH approuvées le 12 juillet 2023 et rendues exécutoires le 25 août 2023 ;
- Vu** la modification n°5 du PLUiH approuvée le 27 mars 2024 et rendue exécutoire le 05 mai 2024 ;
- Vu** la modification n°4 du PLUiH approuvée le 24 avril 2024 et rendue exécutoire le 30 mai 2024 ;
- Vu** les révisions allégées n°5 et n°6 du PLUiH approuvées le 10 juillet 2024 et rendues exécutoires le 24 août 2024 ;
- Vu** la modification simplifiée n°4 du PLUiH approuvée le 25 septembre 2024 et rendue exécutoire le 08 octobre 2024 ;
- Vu** la zone **UGp1** du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Plan Local de l'Habitat et son règlement ;
- Vu** l'Orientation d'Aménagement Programmée « **Chemin de Dessous Les Murs** » ;
- Vu** la convention de PUP signée le 04/07/2021 et son avenant en date du 09/07/2021 ;
- Vu** l'avis réputé favorable tacitement du Service Eaux Pluviales de Pays de Gex aggro consulté en date du 05/11/2024 et resté sans réponse dans le délai d'un mois ;
- Vu** l'avis d'ENEDIS en date du 13/11/2024 ;
- Vu** l'arrêté accordant le permis initial n°00107121B0009 en date du 05/08/2021 ;
- Vu** l'arrêté accordant le permis modificatif n°00107121B0009M01 en date du 02/08/2022 ;

ARRETE

Article 1

Le permis de construire modificatif est **ACCORDE** sous réserve de respecter les prescriptions ci-après.

Article 2

Les prescriptions contenues dans le permis initial sont intégralement maintenues.

Article 3

Ce permis modificatif n'a pas pour effet de proroger le délai de validité du permis de construire d'origine.

Article 4

Vous devrez vous conformer au règlement d'assainissement des eaux pluviales, annexé au PLUiH, auquel il convient de se référer pour tout aménagement.

Le rejet des eaux pluviales en provenance des nouvelles constructions et des nouvelles surfaces imperméabilisées est réglementé avec une obligation de rétention à la parcelle suivant les prescriptions du zonage des eaux pluviales annexé au PLUiH.

L'infiltration sur la parcelle privée doit être la première solution recherchée pour l'évacuation des eaux pluviales (puits perdu, tranchées ou bassin d'infiltration...).

Article 5

Vous devrez vous conformer à l'avis d'Enedis - DR Alpes en date du 13/11/2024.

La demande a été instruite pour une puissance de raccordement de 174 kVA triphasé.

Fait à CESSY, le 28 JAN. 2025
Le Maire,

Par délégation du Maire




Patricia REVELLAT
Adjointe au Maire

N.B. :

- Le projet est soumis au versement de la redevance d'archéologie préventive et des parts communale et départementale de la taxe d'aménagement.
- Vous êtes informé que le projet autorisé par la présente décision se situe en zone sismique 3 définie par les décrets n° 2010-1254 et 1255 du 22 octobre 2010. En conséquence, le projet doit respecter les règles de construction découlant en la matière des dits arrêtés et définies par l'arrêté ministériel du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismiques,
- Les raccordements aux réseaux électriques, téléphoniques et de télédistribution devront obligatoirement être effectués par des câbles en souterrain,
- Les branchements aux réseaux publics devront être réalisés sous le contrôle des services gestionnaires et notamment de la Régie des Eaux Gessiennes pour la gestion des eaux usées. Se conformer aux prescriptions de l'avis de la Régie des Eaux Gessiennes.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. À cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par le biais d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis de construire :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée à deux reprises d'une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis de construire peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.